



## **CESER Bourgogne Franche-Comté**

**Séance plénière du 17 Mars 2025**

**Rapport 1.1 de l'exécutif régional : BP 2025**

**Déclaration de Guy Zima au nom de la CGT**

Difficile de parler de budget sans évoquer les difficultés liées à l'absence de maîtrise des recettes en qualité comme en volumes, dans un cadre de contraintes de compétences et de pluri annualité des engagements nécessaires. Cette particularité, déjà difficilement gérable en année normative, devient rapidement gageure si celles-ci (recettes et dotations) sont brutalement réduites. Nos remarques sur la libre administration des collectivités prennent cette année plus encore, leur pleine acuité.

En réaction à des propos entendus ce matin, il faut rester modestes sur les conséquences de l'évolution de la fiscalité et le paradoxe des demandes du monde économique au regard des choix favorables faits en sa faveur depuis 2017.

Cela amène à faire des choix sous contraintes qui ne sont pas ceux qui auraient pu être fait au détriment des politiques initialement souhaitées.

A contrario certains choix nous semblent contre productifs et à terme et devront être suivis bien au-delà des économies présentées. Ainsi je parlerai de la distribution et de la vente des titres de transport Mobigo avec le déploiement de l'outil DRDSV (Dispositif Régional de Distribution et de Services aux Voyageurs) du réseau TRAIN et CAR Mobigo. Déjà pour comparer il faudra être à périmètre constant de prestation et des services et intégrer dans le périmètre les effectifs régionaux en charge du suivi et du pilotage.

En complément des arguments et travaux de la commission MEN, la CGT tient à réaffirmer les point suivants :

- La fermeture d'un guichet dans une gare est conditionnée à la mise en place d'une solution alternative pour l'achat des titres de transport, soumise à la validation du Maire de la commune sur la solution alternative proposée.
- Concernant les tablettes dans les gares, un accompagnement les premières années ne suffira pas et ne ferait que reporter à plus tard, le problème pour les usagers en difficulté.
- Vendre des billets de train est un métier plus complexe qu'il peut y paraître et les personnels des bureaux de tabac ou des offices du tourisme, même formés, ne pourront pas rendre le même service aux usagers notamment en SAV et dans des trajets multi



régionaux. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs jeté l'éponge et laissé de fait les usagers sans solution.

- Cette situation est d'autant plus injuste que sur la Région, le choix a été fait de verbaliser à bord, pour montant minimum de 50€, toute personne n'ayant pu obtenir un titre de transport, qu'il soit ou non de bonne foi.
- L'absence de personnel en gare ou à bord des trains posent de réels problèmes de sureté et font que certains usagers, plus particulièrement des femmes renoncent au train pour la tranquillité de leur véhicule personnel.

Par ailleurs, point sémantique important, la CGT soutient l'intermodalité qui est une complémentarité des modes de transport, mais pas la multimodalité qui est une mise en concurrence néfaste de ces derniers au bénéfice du moins coutant facialement.

Sous le complément de ces remarques et compléments la CGT votera l'avis